

DEPARTEMENT
DE
MEURTHE-
ET-MOSELLE

Commune d ' A T T O N

PROCES-VERBAL
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

*Séance du 10 octobre 2023
à 20 heures 00*

NOMBRE

Conseillers en exercice : 13
Présents : 10
Votants : 13

L'an deux mille vingt-trois, le dix octobre, le Conseil Municipal de la commune d'ATTON, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Madame Marlène CURINA-PRILLIEUX, Maire

Etaient présents : Mmes Nathalie PAUCET, Anna CAPLA, Mrs Alain PARMENTELAT, Marcel PINTO, Frédéric RICHARD-MAUPILLIER, Jérôme BARBELIN, Sébastien BOYER, Jean-Christophe LANNO et Thierry SINTEFF

Etaient excusés : Mme Pascale FABBRI et Mrs Jean-Etienne BARTHELEMY et Fabrice HUET

Procurations : Mme Pascale FABBRI à Mr Alain PARMENTELAT, Mr Jean-Etienne BARTHELEMY à Mr Thierry SINTEFF et Mr HUET Fabrice à Mme Nathalie PAUCET

*Date de convocation : 18/09/2023 modifiée le 30/09/2023
Date d'affichage et de transmission à la Préfecture : 12 octobre 2023*

OBJET N°04 : AUTRES DOMAINES DE COMPETENCE :

Restitution aux communes de la compétence « Maison France Services » - modification des statuts de la CCBPAM

Un scrutin a eu lieu, Mr Alain PARMENTELAT a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.

Par délibération n°0748 en date du 13 décembre 2017, le Conseil communautaire de la CCBPAM a approuvé le transfert de la compétence « Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi N° 2000-31 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations » à la Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson (CCBPAM).

La prise de cette compétence optionnelle au 1^{er} janvier 2018 a permis à la CCBPAM de conserver le nombre de compétences nécessaires entrant dans le calcul de l'éligibilité à la dotation globale de fonctionnement bonifiée, telles qu'arrêtées par l'article L 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

La Communauté de communes du Bassin de Pont-à-Mousson a fait le choix de prendre cette compétence optionnelle, sans pour autant l'exercer.

La Préfecture de Meurthe et Moselle a récemment relancé les collectivités territoriales car elle souhaite qu'une Maison France Services soit réalisée par canton avant la fin de l'année.

La commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson a informé la CCBPAM qu'elle a pour projet de réaliser une « Maison France Services ».

Le Conseil communautaire de la CCBPAM a approuvé le 14 septembre dernier la restitution de cette compétence aux communes, ce qui donne lieu à une modification statutaire devant être approuvée par délibérations concordantes du Conseil communautaire et des Conseils municipaux des communes membres, dans les conditions de majorité requises pour la création de la CCBPAM, telle que prévue par l'article L 5211- 5 – II du CGCT.

Oùï l'exposé de Madame le Maire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des voix :

APPROUVE la restitution de la compétence « Maison France Services » aux communes de la CCBPAM ;

APPROUVE à cet effet la modification des statuts de la CCBPAM pour y supprimer ladite compétence au titre de ses compétences « optionnelles », les statuts étant joints en annexe au présent rapport ;

Le Maire,
Marlène CURINA-PRILLIEUX

